

Pourquoi ont-ils si peur des référendums ?

Normal 1^{er}, d'un coup de menton martial, avait pourtant prévenu les manifestants de ce dimanche 13 janvier, qui osaient s'opposer au mariage pour tous, cache-sexe du mariage homo : ce n'est pas la rue qui fait la loi !

Sûr qu'avec un dur de dur comme Hollande à l'Elysée, en 1984, au lendemain de la grande manifestation de défense de l'école dite libre, on n'aurait pas calé dans les 24 heures, comme un vulgaire Mitterrand !

Pourtant, au lendemain d'une manifestation dont le succès a dépassé toutes les espérances des organisateurs – malgré la fin de non-recevoir méprisante de Hollande – notre Président de la République est bien ennuyé. Caroline Alamachère, Alain Dubos et Pierre Cassen, dans les rues de Paris, l'ont confirmé : les manifestants n'avaient pas de soutanes et de rangers au pied, ils n'avaient pas le crâne rasé, ils étaient, hélas pour notre gouvernement et le lobby homosexuel LGBT, des représentants de cette France qu'ils méprisent tant, ils étaient le peuple. Et ils étaient quand même 1 million, les bougres !

Naturellement, par l'obstination grotesque de Normal 1er, celui qui reprochait à son prédécesseur de diviser les Français, va encore se ridiculiser davantage, et devenir encore plus la cible des humoristes, comme Antoine Douchez, alias François Pays-Bas, qui, dès hier soir, dans une interview exclusive à notre journal, annonçait la suite du mariage pour tous...

[dailymotion]http://www.dailymotion.com/video/xwqgij_francois-pays-bas-vous-parle-du-mariage-gay[/dailymotion]

http://www.dailymotion.com/video/xwqgij_francois-pays-bas-vous-parle-du-mariage-gay_fun#.UPN8iB12S1s

Alors, s'ils ne craignaient pas ce peuple, s'ils en étaient réellement l'émanation, qu'auraient à craindre nos dirigeants, et en premier lieu le président de la République, en organisant un référendum ? Lui qui n'aime pas trancher, qui n'a jamais su le faire durant les 10 années qu'il a dirigé le PS, il aurait ainsi une belle porte de sortie, en laissant les Français décider. Les choses sont simples. On pose deux questions : êtes-vous favorable à ce que deux personnes du même sexe puissent se marier ? Etes-vous favorable à ce qu'elles puissent adopter des enfants ? Et les Français tranchent !



Pourtant, il ne le fera pas. Pourquoi ? Parce qu'il sait pertinemment que dans ce cas, malgré les manipulations des sondages, il se prendrait, même sur le mariage, et encore davantage sur l'adoption, une Bérézina encore plus importante que celle qui

l'a emporté, lui et ses copains socialistes, en 2005, lors du référendum sur le TCE.

Les 55 % de Français qui ont voté non, ce 29 mai, ignoraient sans doute qu'en infligeant un tel camouflet à la caste politicienne, PS-Verts-UMP-Modem, ainsi qu'à tous les grands journaliers qui soutenaient le projet, ils ont pour de longues années condamné toute idée de référendum, en France... tant que l'UMP et le PS se partageront le pouvoir.

On se souvient de la rage de Serge July, le lendemain de sa défaite, en 2005, insultant les électeurs, dans *Libération*. On n'a pas oublié celle de son successeur, Laurent Joffrin, crachant sur les Suisses, qui avaient osé, par référendum, s'opposer à la construction de minarets sur leur territoire : « *le vote de la honte* », titrait alors *Libé* !

On n'a pas oublié l'ineffable Cohn-Bendit, autre grand européiste ridiculisé de 2005, exiger que les Suisses revotent jusqu'à ce que mort s'en suive, et encourager les islamistes du Golfe à retirer leur argent des banques helvétiques !

Mais finalement, Dominique Strauss-Kahn n'avait-il pas tout résumé, quand il s'exclamait, avec son cynisme habituel, quelque temps après le vote de 2005 : « **Dans cette affaire, il y a eu deux conneries. Nous avons fait la connerie de demander un référendum à Chirac, et celui-ci a fait la connerie de l'accepter** ».

On se souvient de l'affolement de la classe politique française, de Sarkozy à Hollande en passant par Valls, quand le Premier ministre grec de l'époque, le Papandréou de service, osa menacer les instances européennes de faire voter son peuple, pour savoir s'il devait rester dans l'Union européenne, et donc garder l'euro, ou en sortir, et retrouver leur monnaie nationale.

On se rappelle des cris de haine contre les *Identitaires*, qui, outre le fait d'avoir grimpé sur le toit d'une mosquée en

construction, à Poitiers, avaient osé demander un référendum sur l'immigration et sur l'islam : « Dissolution », glapirent immédiatement les Dray, Mélenchon et Désir.

Ils savent très bien, nos Hollande, Mélenchon, Duflot, Copé ou Fillon que si on demandait l'avis du peuple de France, sur les grandes questions de société qui déterminent l'avenir de notre pays, et de ses habitants, ils seraient laminés. Certes, ne tombons pas dans la caricature, ni dans la démagogie, il faut un gouvernement qui prenne des décisions, et on ne peut pas demander l'avis des électeurs sur tout. Nous savons pertinemment que si on demandait l'opinion de tout le monde, il n'y aurait jamais eu de TGV, pour ne citer que cet exemple. Faire de la politique, c'est faire passer les intérêts de tous avant la défense des intérêts particuliers. Mais cela n'est nullement incompatible avec le référendum.

Imaginons ainsi quelques questions, au-delà du mariage et de l'adoption homo, sujets où Hollande-Taubira-Touraine se prendraient une casquette mémorable.

Supposons qu'on demande, aujourd'hui, aux électeurs, de voter sur des questions déterminantes pour l'avenir de notre pays :

Etes-vous favorable au droit de vote des étrangers aux élections locales ?

La France doit-elle rester au sein de l'Union européenne, conserver l'euro, ou en sortir, et revenir au franc ?

Etes-vous favorable à l'expulsion automatique de tout délinquant étranger ?

Etes-vous favorable à la priorité nationale : Pour l'emploi ? Pour le logement ?

Considérez-vous que l'islam est compatible avec la démocratie ?

La double nationalité est-elle possible dans tous les cas, ou

doit-elle se cantonner aux seuls pays européens ?

Etes-vous favorable au financement des écoles privées ?

Pensez-vous que l'élève doive être au centre de son apprentissage ?

Pensez-vous qu'une peine prononcée par un tribunal puisse être revue à la baisse par des remises de peine ?

Les policiers doivent-ils bénéficier de la présomption de légitime défense ?

Etes-vous favorable à la nationalisation de l'eau ?

Faut-il abolir les lois Pleven-Gayssot-Taubira ?

Etc.



Bien évidemment, toutes ces votations, comme diraient nos amis Suisses, qui vont davantage aux urnes en une année que les Français dans toute leur vie, comme nous le rappelait amicalement Oskar Freysinger, seraient précédées de débats équilibrés, avec égalité de temps de parole, à chaque fois,

entre les partisans du oui et les partisans du non. Bien sûr, grâce à internet, les électeurs curieux pourraient aller chercher les informations nécessaires sur les sites de leur choix.

Bien évidemment, la clique politicienne au pouvoir ne se risquera jamais à cela, pour au moins deux raisons, en dehors du grotesque prétexte de constitutionnalité, évoqué par Taubira en personne, hier, prenant ses désirs pour des réalités.

La première est que la réponse du peuple, à toutes ces questions, serait un désaveu cinglant de la politique menée depuis trente ans par l'UMP et le PS, qui se résume à :

– En dehors de l'Union européenne et l'euro, point de salut, si on est contre on est un dangereux nationaliste d'extrême droite !

– L'immigration est une chance pour la France, si on est contre, on est raciste !

– L'islam est une religion de paix et d'amour pervertie par quelques extrémistes minoritaires qui n'ont rien compris au message du prophète, et ceux qui osent dire le contraire attisent la haine contre les musulmans.

Les Français diraient tout le contraire : l'Union européenne nous plante, l'immigration sans intégration, en période de chômage de masse, nous plombe, et l'islam nous agresse quotidiennement !

Mais surtout, si les Français répondaient directement à ces questions, les politiciens seraient obligés de mettre en application ce que le peuple a décidé. Cela changerait tout, car aujourd'hui, le peuple subit ce qu'ils nous imposent, sans recours possible. Il faut en terminer avec les comités Théodule qui ne servent qu'à planquer (aux frais des contribuables) un paquet d'inutiles qui ne font que du

vent. Il faut en finir avec la multiplication de structures (députés européens, députés, sénateurs, conseillers régionaux, conseillers généraux, intercommunalité, syndicats intercommunaux...) qui, trop souvent, ne servent qu'à faire vivre les obligés de l'UMP ou du PS, plutôt qu'à défendre l'intérêt général.

Nous avons réellement besoin d'un Etat, qui doit être fort, dont les représentants soient payés pour appliquer la volonté du peuple, avec des fonctionnaires (en nombre utile, mais pas en surnombre) travaillant dans une seule perspective : défendre la Res Publica, le bien commun, et l'intérêt général. Dans ce cas, la France n'aurait pas besoin d'une classe politique aussi nombreuse... et coûteuse. Certains nous diraient que ce qui est possible en Suisse (hasard, ce pays est le seul à refuser d'entrer dans l'Union européenne), petit pays, avec la spécificité de ses 27 cantons, ne le serait pas dans un grand pays comme la France, et sa tradition jacobine et centralisée.

Rappelons, dans ce cas, ce que disait Mitterrand, ce « minable » qui a osé écouter la rue en 1984 : « *Là où il y a la volonté, il y a un chemin* ».

Et plagions Sarkozy sur le procès de Charlie Hebdo, et des caricatures : « *Plutôt un excès de démocratie, que pas de démocratie du tout* ».

Or, aujourd'hui, sous Hollande, médiocre valet de l'Union européenne, on court droit à la dictature. Alors, plutôt un excès de référendum qu'un excès de dictature, non ? On commence par le mariage homo, et on continue par le droit de vote des étrangers ?

Chiche, les écolo-socialos ?

AGENDA DE RL

Lundi 28 janvier : Colloque du Siel, sur le thème : France,

qu'as-tu fait de tes libertés ?

De 14 heures à 20 heures.

Assemblée nationale, salle Victor Hugo, 3e sous-sol. 101, rue de l'Université, 750007 Paris.

Pierre Cassen et Christine Tasin, invités, y interviendront.

Pierre Cassen : L'islamisation des entreprises contre la laïcité et la liberté de conscience

Christine Tasin : Pourquoi laïcité et liberté religieuse n'ont-ils rien à voir avec l'islam ?

Samedi 2 mars 2013

L'inversion des valeurs, fer de lance du mondialisme

par Jacques Philarcheïn

Conférence organisée par le Cercle des Patriotes Optimistes.

A 17 heures, Centre Jean Richepin, salle n° 7
21, rue Jean Richepin 63000 Clermont-Ferrand

Samedi 6 avril : Banquet républicain en Corse, avec Christine Tasin et Pierre Cassen

Samedi 20 avril : apéro saucisson-pinard, en Aquitaine, dans les Pyrénées Atlantiques.

Rendez-vous à quelques kilomètres d'Orthez à 17 heures pour une conférence-débat animée par Pierre Cassen et Christine Tasin, suivie d'un apéro saucisson-pinard.

Le thème de la conférence sera précisé ultérieurement, en fonction de l'actualité et de l'évolution de la Résistance.

Inscription obligatoire, merci d'envoyer un chèque de 10 euros (5 euros pour les chômeurs et étudiants) à Résistance républicaine, 101 Avenue du Général Leclerc, 75685 Paris Cedex 14 , en spécifiant bien courriel et téléphone pour

communication de l'adresse, avant le 31 mars.

COMMANDER LES LIVRES DE RIPOSTE LAÏQUE

D'abord, bien les connaître, ce que permet cette [présentation](#).

Vous pouvez ensuite les commander sur ce lien.

<http://ripostelaique.com/acheter-nos-livre/>

Vous pouvez d'autre part envoyer un chèque à Riposte Laïque, BP 10001, 78570 Chanteloup.

Tarifs promotionnels, jusqu'au 25 décembre :

2 livres : 25 euros

3 livres : 30 euros